PV de l'Assemblée générale du 02.06.2026

Prochaine Assemblée Générale : à définir en décembre

- **Lieu :** Espace Lumen, Rue Jean-Charles Amat 1,1202 Genève.
- **Présences :** Eric Polycarpe (ERP), Jacques Walliser (JAW), Stéphane Charmillot (STC), Sophie Paychère (SOP), Nadine Bernasconi (NAB), Mélanie Lutz (MEL), Alexandra Bolocan (ALB), Francine Haberstich (FRH), Elise Golay (ELG), Sarah Gamblin (SAG), Céline Nerestant (CEN). *En Ligne :* Marie Bretton, Béatrice Saxer Brown.
- **Bureau :** Patricia Carron (PAC), Priscilla Saillen (PRS), Kenny Brown (KEB), Olaya Lavilla (OLL), Joanna Tinguely (JOT), Carolina Magro (CAM).
- **Excusé·es :** Patrick Matthey

Assemblée Générale du 02.06.2026

Ordre du jour

1. **Mot de bienvenu – 5'**
2. **Validation du PV de l'AG de décembre 2025 (lien) – vote – 5'**
3. **Présentation et validation des comptes 2025 – vote – 15'**
4. **Validation de l'auditeur pour les comptes 2026 – vote – 5'**
5. **Présentation du rapport annuel 2025 – 10'**
6. **Changements dans l'équipe – 10'**
7. **Retour sur la stratégie de phasing-in au Bénin/Togo – 10'**
8. **Bilan carbone – 10'**
9. **Divers – 5'**
10. **Présentation et discussion avec Sophie Paychère, volontaire auprès de Jardins Wanga Négès en Haïti – 30**

1. Mot de bienvenue

NAB donne le mot de bienvenu. Elle revient sur le contexte difficile de l'année de 2025 et souligne qu'Eirene Suisse a quand même pu faire de belles choses grâce à ses équipes motivées au bureau comme sur le terrain. Elle rajoute que l'association devra malheureusement se désengager de l'Amérique latine mais se réjouit du début du programme au Bénin.

2. Validation du PV de l'AG de décembre 2025

Décision : PV approuvé à l'unanimité

3. Présentation et validation des comptes 2025

JOT présente les comptes de l'année 2025.

Elle relève une diminution du total des recettes par rapport à 2024 (-11 %). Cette différence s'explique notamment par le fait que l'année 2024 avait enregistré un surplus de recettes exceptionnel DDC. En comparaison avec 2023, qui représentait une année plus proche d'un fonctionnement habituel, les recettes ont toutefois augmenté de +31%.

Recettes :

Les recettes libres ont connu une progression positive de +44%. Les cotisations ont augmenté grâce à la nouvelle stratégie tarifaire ainsi qu'à l'augmentation du nombre de membres. Les dons libres sont également en hausse. Les autres recettes non affectées représentent essentiellement un compte de rétrocessions non prévisible.

Les dons affectés aux projets sont en diminution, principalement en raison d'un nombre plus faible de projets impliquant des volontaires au cours de l'année 2025. La part du financement provenant de la DDC a diminué de -34 % par rapport à 2024. Cette baisse ne reflète toutefois pas une tendance structurelle, puisqu'elle s'explique principalement par un produit exceptionnel comptabilisé en 2024. Il convient de relever qu'Eirene réduit progressivement sa dépendance aux financements de la DDC. Alors que ceux-ci représentaient encore près de 40% des recettes en 2023 et 2024, leur part s'établit à 29% du total des recettes en 2025. Parallèlement les efforts de diversification des sources de financement portent leurs fruits. La contribution des bailleurs institutionnels est ainsi passée de 10% des recettes en 2023 à 13% en 2024. Puis 18% en 2025. Cette évolution reflète le travail important réalisé en matière de recherche de fonds ainsi que l'efficacité de la stratégie déployée dans ce domaine. Enfin, la contribution du Federeso demeure stable et représente environ 44 % des recettes totales.

Charge :
Les charges globales sont en diminution par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse s'explique principalement par le niveau exceptionnel de recettes enregistré en 2024, qui avait généré des activités et des dépenses supplémentaires. La diminution observée en 2025 ne reflète donc pas une réduction de l'activité courante de l'organisation, mais un retour à un niveau habituel.

La répartition entre les différents programmes demeure équilibrée, avec environ un tiers des dépenses attribué à chacun des programmes Sud.

Les frais de fonctionnement restent stables, tout comme les charges non cofinancées.

A la suite de la re-certification du label ZEWO et conformément à ses critères, les frais de sensibilisation ne sont désormais plus comptabilisés dans cette catégorie de charges. Ils ont été reclassés dans les activités de recherche de fonds ou supprimés.

JOT souligne que 92 % des fonds sont directement affectés à la réalisation des programmes, ce qui constitue un excellent résultat. Ce chiffre témoigne non seulement d'une gestion rigoureuse des ressources, mais également du travail d'une équipe opérant en flux tendu en raison d'une attention constante portée à la maîtrise des coûts.

Résultat :

JOT présente et explique les différents niveaux de résultats financiers.

Après variations des fonds affectés, le résultat de l'exercice 2025 est de CHF 77'556.-. Il est proposé d'affecter CHF 11'624.- au capital lié au risque de financement des projets. Cette décision fait notamment suite à l'expérience du financement bailleur lié au projet d'une volontaire, dont le versement est intervenu plus d'une année après son commencement. Cette nouvelle catégorie de capital lié a été créée pour palier à l'incertitude de financement et au décalage rencontré entre le début d'un projet et l'obtention de son financement, et garantir ainsi une meilleure capacité de préfinancement. CHF 65'943.- sont affectés au capital libre d'Eirene Suisse.

Bilan :

Actif : au 31.12.2025 les liquidités détenues en banque s'élevaient à CHF 911'900.-. Ce montant comprend notamment une partie des fonds propres de l'organisation ainsi que des fonds affectés destinés à financer des activités qui seront réalisées en 2026.
Eirene dispose également d'un compte épargne d'environ CHF 274'000.- réalisé sur ses fonds propres et placé à échéance de 6 mois.
Les actifs transitoires s'élèvent à environ 200KCHF et correspondent principalement à des dépenses de projets payées d'avance en 2025 (185K CHF), mais rattachées à l'exercice 2026 conformément au principe de délimitation des exercices.

Passif : il y a quelques dettes d'assurance social et de pécules de réinsertion, ainsi que plusieurs provisions : pour le déménagement, les heures supplémentaires et vacances non prises dans l'exercice 2025, et surtout CHF 45'000.- pour l'ouverture du nouveau terrain au Bénin. Avec l'affectation du résultat, le capital libre d'Eirene augmente de +10%, atteignant CHF 734'556.-.

Ratios

Le taux de cofinancement des charges d'Eirene par la DDC s'établit à 33.4% pour l'exercice 2025. Il est en nette diminution par rapport à 2024 et demeure ainsi inférieur au plafond autorisé de 40%.
Le fonds de roulement poursuit sa progression. A fin 2025, les fonds propres d'Eirene permettent de couvrir environ 7.5 mois de charges d'exploitation, l'objectif souhaité étant de 12 mois afin de garantir la pérennité financière de l'organisation et sa capacité à faire face aux incertitudes de financements.

Discussions

ERP demande un peu plus de renseignement sur la sensibilisation ZEWO.
JOT explique que selon ZEWO, pour que les activités de sensibilisation soient affectées comme telles, elles doivent faire l'objet d'un volet d'enquête concernant leur impacte, qu'Eirene devrait mettre en place.

JAW a l'impression que cela fait suite à l'initiative des multinationales responsables, raison pour laquelle la DDC ne souhaite plus financer les activités de sensibilisation.
Il ajoute également qu'Eirene Suisse a reçu en 2024 un financement complémentaire d'environ CHF 200'000.- d'UNITÉ. Cette contribution extraordinaire a pu être intégrée à l'exercice 2024 tout en respectant le taux maximal de cofinancement de 40% sur 2 ans imposé par la faîtière. Elle a par ailleurs contribué à optimiser l'utilisation des fonds disponibles au sein d'UNITÉ, évitant ainsi la restitution à la DDC d'un excédent résultant d'un niveau de dépenses insuffisant chez l'un des membres de la faîtière.
JOT espère que cette situation se reproduira en faveur d'Eirene.

Décision : Budget approuvé à l'unanimité

4. Validation de l'auditeur pour les comptes 2026

JOT explique que le réviseur actuel (Fid'Impact) a commencé son mandat avec la révision des comptes 2024. Comparé aux précédents réviseurs, sa méthodologie, bien qu'instructive et complète, est plus complexe et demande beaucoup plus de travail et d'investissement dans un laps de temps restreint. Malgré tout, il a amené des réflexions intéressantes et utiles. Le bureau propose de reconduire le mandat pour l'audit 2026.

Échanges et discussions

NAB s'inquiète de cette charge de travail, qui pèse particulièrement sur la responsable des finances.
JOT précise que cette charge est effectivement importante surtout lors de la clôture des comptes qui intervient en même temps que beaucoup de rapports financiers projets. Cependant, il s'agit d'un réviseur qui a à cœur de faire avancer et progresser Eirene Suisse. Maintenant qu'il connait mieux nos comptes, elle espère que la prochaine révision sera plus simple.
JAW demande si d'autres ONG ont aussi recours à ses services.
PAC explique que Eirene Suisse avait trouvé ce réviseur en cherchant qui étaient les réviseurs d'ONGs semblables à Eirene, sur le site du Registre du Commerce.

Décision : Approuvé à l'unanimité

5. Présentation du rapport annuel 2025

PRS présente le nouveau rapport annuel, c'est une brochure de 24 pages avec en couverture un de nos projets en Ouganda.
Comme l'année passée, il a été décidé de garder la carte pour illustrer les activités au Sud. Celle-ci reflète bien les projets, bénéficiaires et partenaires tout en mettant en avant les ODD sur lesquels Eirene Suisse travaille.

Elle présente ensuite les principales activités menées en Suisse au cours de l'année :

- Race for Gift (Genève) : Participation à cette course caritative, à laquelle plusieurs membres présents à l'AG ont également pris part, et qui a permis de récolter des fonds pour l'association.
- Émission *Esprit Solidaire* (Léman Bleu TV) : Eirene Suisse y a présenté le travail de son partenaire au Salvador, Los Angelitos.
- Échange Sud-Nord avec Los Angelitos (septembre) : Joel et Wilfredo, respectivement volontaire et coordinateur de l'organisation, ont effectué une visite en Suisse romande. Plusieurs rencontres ont été organisées : des échanges avec d'autres associations actives dans le domaine du handicap, un café-débat à la FGC, ainsi que des visites d'écoles pratiquant l'enseignement inclusif.
- Échange Sud-Nord avec l'AMI, partenaire au Rwanda (octobre) : Jean-Baptiste Bizimana, coordinateur de l'AMI, le partenaire au Rwanda, s'est rendu en Suisse et a notamment rencontré l'adjointe de l'ambassadrice du Rwanda à Genève, visité Latitude 21 à Neuchâtel, ainsi que d'autres ONGs suisses travaillant au Rwanda.
- Festival FILMAR (Genève) : Comme les années précédentes, Eirene Suisse a parrainé un film, cette année consacré à la violence basée sur le genre. À l'issue de la projection, l'association a participé à une table ronde sur ce thème aux côtés de l'association Viol Secours et du BPEV permettant ainsi de faire le pont entre leur travail à Genève et celui de l'association Mary Barreda au Nicaragua.
- Forum Horizon : Eirene Suisse y a présenté les métiers de la coopération internationale à de jeunes personnes en orientation professionnelle. Cette année encore, c'est PAC qui a assuré cette représentation.
- Collaborations institutionnelles : Les partenariats avec E-Changer, Comundo et DM se sont poursuivis ; Eirene Suisse a notamment participé à un forum à l'UNIGE à leurs côtés.
- Réseaux et plateformes : PRS rappelle qu'Eirene Suisse est membre de plusieurs réseaux, dont le KOFF, Après-Genève, la CAGI et Isango Formation, et fait également partie de plusieurs fédérations de coopération en Suisse romande ainsi que d'UNITÉ sa faîtière.

- Dispositifs de réinsertion professionnelle : L'association participe toujours du programme SYNI, qui est une mesure d'accompagnement permettant à des personnes en situation de chômage de rejoindre Eirene Suisse en tant qu'assistant·es temporairement.

6. Changements dans l'équipe

NAB annonce le départ de PAC de chez Eirene Suisse, mais explique qu'elle restera pendant encore quelques temps à 40% pour les projets en Haïti et au Rwanda. Elle annonce ensuite l'arrivée d'Elise Golay qui va reprendre la coordination interne/externe, ainsi que le programme Bénin, dès le 1er aout. Elle lui souhaite la bienvenue et annonce qu'on se réjouit de l'accueillir dans l'équipe.

ELG se présente brièvement, anciennement volontaire en Haïti elle y a passé 2 ans et demi. Elle a un long parcours dans les droits humains et dans la coopération internationale. Elle explique qu'elle a fait des études en journalisme et droits humains. Elle travaille actuellement à Genève pour une organisation dans les droits humains qui se focalise sur plusieurs mécanismes onusiens. Elle exprime sa joie de prochainement rejoindre l'équipe.

7. Retour sur la stratégie de phasing-in au Bénin/Togo

PAC rappelle la situation des programmes actuels. En République démocratique du Congo (RDC), il n'est actuellement plus possible de mener des activités dans la zone concernée.
Il y a une année, la DDC annonçait son retrait du financement en Amérique latine (AMLAT). De nombreuses ONG suisses recevaient jusqu'ici des financements directs via les bureaux de la DDC dans la région. Dans un premier temps, les annonces concernaient principalement les bureaux locaux, mais la DDC a ensuite communiqué que des coupes concerneraient également les financements depuis la Suisse.

Plusieurs zones sont concernées, notamment l'Amérique centrale et les Caraïbes. Au Salvador, les activités de la DDC ont été fermées. Au Nicaragua, le programme était géré depuis le Costa Rica, mais celui-ci a également été arrêté. En Haïti, l'ambassade est gérée depuis plusieurs années via la République dominicaine. La DDC conserve encore un programme dans le sud d'Haïti, avec un bureau sur place, mais ne finance plus que celui-ci.

Face à cette situation et à la forte dépendance aux financements de la DDC, Eirene Suisse va devoir se retirer de l'Amérique latine. Le contexte politique au Salvador et au Nicaragua a également contribué à cette décision.

À la suite de cette décision, une réflexion stratégique a été mené sur toute l'année 2025 afin de développer un nouveau programme dans une région correspondant aux priorités actuelles de la DDC. Un atelier participatif a eu lieu le 4 octobre 2025 afin de réfléchir à l'avenir d'Eirene Suisse, à son identité et aux critères de choix pour un nouveau pays d'intervention. Sur cette base, le bureau a défini une série de critères importants. Après analyse de différents besoins et contextes, la région Bénin/Togo est ressortie comme pertinente, notamment autour des thématiques de paix, réconciliation et prévention de la radicalisation.

Lors de l'AG de décembre 2025 le choix du programme Togo/Benin a été validé, après des recherches complémentaires par le bureau, il a été décidé de commencer par le Bénin.

Des contacts privés existaient déjà sur place, mais Eirene Suisse a choisi de lancer un appel à mandat afin d'identifier une personne locale pouvant accompagner le processus, notamment pour l'identification d'ONG partenaires, les aspects administratifs et les possibilités liées aux

visas. Le consultant mandaté a transmis un premier rapport incluant une analyse du contexte, des démarches administratives possibles et une première identification d'organisations pouvant devenir partenaires.

La personne identifiée pour le mandat correspond bien aux besoins : elle connaît bien le monde des ONG, l'administration locale et l'écosystème du pays. Il a également ouvert plusieurs programmes pour d'autres ONG françaises. Si la collaboration se déroule de manière positive, un poste de coordination locale pourrait lui être proposé.

PAC partage certains éléments du rapport du consultant, qui avait également pour mission d'évaluer la pertinence d'un engagement d'Eirene Suisse dans le pays. Ces éléments indiquaient qu'il est effectivement pertinent pour l'organisation d'y ouvrir un programme.

PAC se rendra jeudi au Bénin pour une mission d'une dizaine de jours afin de rencontrer ce consultant ainsi que différentes organisations partenaires potentielles. L'objectif est de construire un programme permettant de consacrer suffisamment de ressources directement aux activités de terrain.

Ce nouveau programme devra ensuite être présenté et validé par Unité afin d'être intégré dans le programme co-financé par la DDC. Dans le budget actuel, une intégration est prévue à partir de mi-2027.

Échanges et discussions

JAW relève qu'il y a 50 ans, la DDC subventionnait davantage les initiatives dans lesquelles les volontaires choisissaient eux-mêmes leur lieu d'engagement. Aujourd'hui, l'évolution des cadres de financement mène finalement à l'exclusion de certains pays comme choix de terrain.

OLL souligne que le FEDERESO dépend également des orientations de la DDC, ce qui rend la poursuite de certains programmes en Amérique latine difficile.

PAC ajoute que l'évolution notée par JAW pourrait aller plus loin, avec probablement des coupes futures également au niveau de certaines thématiques en plus des régions.

OLL mentionne que des coupures thématiques existe déjà dans d'autres contextes comme au Burkina Faso, mais cela à la suite des décisions prises par le gouvernement burkinabé.

JAW estime que la DDC pourrait encore progressivement réduire l'aide au développement.

FRH demande comment il se fait que tout le travail réalisé pendant des années dans certains pays ne soit pas davantage reconnu. Elle trouve ces décisions arbitraires et difficiles sur le plan humain.

JAW rappelle que la DDC dépend des orientations politiques et donc des votes de la population suisse.

<u>Normes ZEWO et sensibilisation</u>

PAC revient sur les normes ZEWO et rappelle que la problématique concerne principalement la reconnaissance des activités de sensibilisation. Actuellement, certaines de nos activités ne sont pas considérées comme telles selon les critères ZEWO.

Pour être reconnues comme des activités de sensibilisation, celles-ci doivent notamment être clairement inscrites dans les buts principaux de la charte de l'association et leur impact doit pouvoir être démontré, par exemple au moyen d'enquêtes ou d'outils de mesure.

Dans le cas contraire, ces activités peuvent être considérées comme relevant davantage de la représentation de l'ONG dans un but de récolte de fonds, car elles s'apparentent à de la communication ou à de la promotion de l'association. Or, pour la DDC, depuis l'initiative pour les multinationales responsables, la sensibilisation est co-finançable mais plus co-financée. Ainsi, il est nécessaire de trouver d'autres sources de financement pour ces activités. PAC indique toutefois que le bureau cherche actuellement des solutions, notamment à travers la mise en place éventuelle d'enquêtes ou d'autres dispositifs permettant de mieux valoriser et mesurer les actions de sensibilisation.

8. Bilan carbone

MEL explique que la collecte de données a débuté il y a quelques mois. Les premiers éléments qui en ressortent montrent que les pratiques du bureau sont globalement exemplaires. En revanche, les activités liées au terrain soulèvent davantage de questionnements notamment à cause des transports, plus particulièrement l'avion.
Ces constats ouvrent plusieurs pistes de réflexion et d'exploration, sans qu'aucune décision ou conclusion n'ait été prise à ce stade.

Parmi les questions identifiées figurent notamment :

- La manière de privilégier davantage les vacances locales ;
- La possibilité de favoriser d'autres moyens de transport lors des déplacements, par exemple pour les escales en Europe ou certains trajets lorsque des alternatives existent.

9. Divers

Il n'y a pas eu de divers abordés.

10. Présentation et discussion avec Sophie Paychère, volontaire auprès de Jardins Wanga Négès en Haïti

SOP revient sur les 10 années de collaboration entre JWN et Eirene Suisse, et remercie chaleureusement l'association ainsi que PAC pour leur soutien et leur engagement durant ce partenariat.

Elle rappelle le contexte particulièrement difficile que traverse Haïti ces dernières années, marqué notamment par l'assassinat du président et l'augmentation des violences liées aux gangs. Malgré cette situation complexe, elle souligne également les nombreuses initiatives positives et les belles dynamiques qui continuent d'exister sur place.

L'équipe locale compte actuellement entre 10 et 15 personnes. Le projet actuel arrive à son terme à la fin de l'année 2027 à la suite d'une extension de projet.

Le projet est centré sur l'agriculture paysanne, la transformation locale et le renforcement des communautés.
En Haïti, et plus particulièrement dans la commune concernée par le projet, il n'existe pas de grandes exploitations agricoles. L'agriculture est principalement familiale et, dans les faits, souvent proche d'une production biologique par défaut.

Le projet s'articule autour d'axes de travail, dont notamment :

- le soutien à la production agricole ;
- la transformation locale des produits tels que le sorgho et le riz ;

- le développement d'intrants naturels, notamment le compost ;
- le développement communautaire**.**

Des moulins ont été installés afin de permettre la transformation des produits agricoles directement sur place. Ceux-ci facilitent notamment le travail des femmes, qui n'ont ainsi plus besoin d'effectuer plusieurs heures de trajet pour accéder à ces services.

Le projet travaille également sur le développement de soins pour les animaux ainsi que sur la valorisation des produits transformés, notamment en proposant des emballages plus ''attractifs'' scellés.

JWN soutient également une organisation de la société civile composée d'une soixantaine de femmes. Celle-ci permet notamment la mise en place d'une petite épargne collective et de microcrédits. Ces prêts visent à soutenir les femmes, qui cumulent souvent plusieurs rôles : agricultrices, commerçantes et responsables des tâches familiales.

Un travail spécifique est également mené avec un groupe de jeunes filles à travers un espace sécurisé (« safe space »), leur permettant d'échanger librement et d'aborder différents sujets.

Le projet bénéficie également d'un camion, qui joue un rôle important pour l'entretien des pistes agricoles, notamment en permettant d'améliorer certains passages difficiles ou boueux. SOP souligne la diversité des activités développées dans le cadre du projet.

Question :

JAW félicite SOP pour sa présentation et demande quelles sont les perspectives après la fin du projet en 2027.

SOP répond que cela dépendra fortement de l'évolution du contexte. Si la situation sécuritaire continue de se dégrader, la poursuite des activités sera plus complexe. En revanche, si la situation se stabilise, certaines activités pourront progressivement générer des revenus, notamment grâce aux moulins et au camion. L'objectif est de développer une part d'activités génératrices de revenus afin de renforcer l'autonomie du projet.

PAC ajoute que JWN a également une association en Suisse qui pourra prendre le relais, notamment pour la recherche de fonds.

La séance est levée à 20h15

Stéphane Charmillot, Membre

Jacques Walliser, Membre